

Déclaration FSU – CSA académique 27 Mai 2024

La mobilisation contre le « Choc des savoirs » et contre la politique éducative menée depuis 2017, se poursuit depuis plusieurs mois. La FSU rejette des réformes qui affaiblissent l'École et rompent avec la volonté d'une démocratisation du système éducatif et d'une ambition d'élévation du niveau des qualifications pour tous les jeunes.

Cette politique éducative se caractérise par un ensemble de mesures, du premier au second degré et au supérieur, qui organise le tri et l'assignation sociale pour les jeunes et qui promeut l'apprentissage en fragilisant la formation en lycée professionnel. C'est dangereux pour l'avenir de l'École et pour celui de la société toute entière.

Le « Choc des savoirs » est une attaque frontale contre l'École publique. Il est synonyme d'un retour en arrière sans précédent, en revenant sur les acquis de 60 ans de démocratisation scolaire. Les mesures mises en place (groupes de niveau au collège, classe de prépa-lycée, obligation d'obtenir le DNB pour poursuivre sa scolarité) visent à trier et sélectionner les élèves, à freiner leurs parcours quand il faudrait avoir les moyens de mieux les accompagner. Les nouveaux programmes en discussion dessinent une pédagogie directive et appauvrie. Le programme d'EMC vise à modeler des jeunes à des attendus étriqués. La dimension émancipatrice des savoirs est laissée de côté comme l'est l'objectif de former des citoyens adultes éclairés et aptes à faire des choix. Et que dire de l'absence de référence aux élèves à besoins éducatifs particuliers, dont les élèves en situation de handicap, qui sont quasi absents de ces programmes particulièrement en cycle 1 et 2 ? Quant à la labellisation des manuels, elle vise à imposer des méthodes pédagogiques qui ne font pas consensus, au détriment de la liberté pédagogique des enseignants et de leur professionnalité, il en va de même des progressions communes imposées ou des évaluations standardisées. Ces mesures vont de pair avec un appauvrissement de nos métiers faisant de nous des exécutants, soumis à des directives réductrices à rebours des exigences d'enseignants concepteurs capables d'adapter leurs pratiques et leurs démarches didactiques pour qu'elles fassent sens auprès des élèves et facilitent ainsi leur accès aux apprentissages. La réforme du recrutement des enseignants que nous rejetons, tant sur la forme et la précipitation que sur le fond, est aussi tristement révélatrice d'une formation universitaire appauvrie et d'un métier soumis. Nous dénonçons par ailleurs une politique éducative s'appuyant sur une communication mensongère en contradiction avec la réalité des faits et du terrain. Comment par exemple « garder » les élèves de 8h à 18h au collège, sans projet éducatif préalablement défini ni recrutement massif des personnels ? Nous dénonçons aussi une politique éducative réactionnaire, comme c'est le cas par exemple avec l'annonce d'un plan sur l'autorité, sans aucune concertation comme sur l'ensemble des sujets. Les déclarations d'intention, sans des moyens conséquents supplémentaires en personnels, n'amélioreront pas le respect de l'autorité des personnels de l'Éducation sans cesse dénigrés depuis l'élection d'E. Macron.

L'École que construit le gouvernement va à rebours des nécessités, la FSU exige l'abandon de toutes les mesures du « Choc des savoirs » ainsi que les moyens budgétaires et humains nécessaires au bon fonctionnement de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire.